

Unité Inter Départementale Gard-Lozère  
Cellule Risques Anthropiques  
89 rue Weber  
30 907 NÎMES cedex 2

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 2025-034-DREAL du 28 AVR. 2025**

complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 relatif à l'exploitation d'une usine de conditionnement et de stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau des piscines située sur le territoire de la commune de Lédénon et exploitée par la SAS HYDRAPRO

Le préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'environnement et notamment le titre VIII du livre 1<sup>er</sup> ;
- Vu** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- Vu** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumis à déclaration sous la rubrique 2925 « accumulateurs électriques » (ateliers de charge d') ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2008 autorisant la SARL BLUE POINT COMPANY à exploiter une usine de conditionnement et de stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau des piscines située sur le territoire de la commune de Lédénon ;
- Vu** le récépissé de changement d'exploitant délivré à la SAS HYDRAPRO en date du 5 novembre 2012 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 relatif à l'exploitation d'une usine de conditionnement et de stockage de produits chlorés pour le traitement de l'eau des piscines située sur le territoire de la commune de Lédénon et exploitée par la SAS HYDRAPRO ;

- Vu** le dossier de porter à connaissance relatif à la création d'une nouvelle zone de charge et au déplacement de l'accès chariot sur le site de Lédenon, transmis le 29/03/2024 et complété le 28/02/2025 suite à la demande de compléments de l'inspection ;
- Vu** le dossier de porter à connaissance relatif à la mise en place d'une séparation entre la zone de stockage d'emballages A2 et la zone de stockage produits A4 sur le site de Lédenon, transmis le 24/09/2024 et complété le 26/02/2025 suite à la demande de compléments de l'inspection ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées daté du 17 mars 2025;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant le 18 mars 2025 par courrier recommandé reçu le 20 mars 2025 ;
- Vu** l'absence d'observation sur le projet d'arrêté formulées par l'exploitant ;

**Considérant** que la société SAS HYDRAPRO est actuellement autorisée à exploiter, sur le territoire de la commune de Lédenon, une usine de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau, réglementée au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et relevant du régime de l'autorisation, sous le statut seveso seuil haut ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis le 29 mars 2024 un dossier de porter à connaissance relatif à la création d'une nouvelle zone de charge pouvant accueillir jusqu'à trois chariots pour une capacité de charge maximale de 21 kW, relevant de la rubrique ICPE 2925, hors zones de stockages conformément au dossier d'autorisation environnementale et que cette zone est prévue accolée au bâtiment B et fermée par un bardage métallique simple peau sur 2 côtés ;

**Considérant** que dans le cadre de la mise en conformité de cette nouvelle installation à l'arrêté ministériel du 29 mai 2000 sus-cité relatif aux prescriptions générales (AMPG) applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumis à déclaration sous la rubrique 2925 « accumulateurs » (ateliers de charge d'), l'exploitant demande un aménagement des prescriptions des articles 2.4 « Comportement au feu » et 2.6 « Ventilation » de cet arrêté ministériel ;

**Considérant** que cette demande d'aménagement est accompagnée d'une analyse des risques incendie, explosion et risque d'effet domino entre les installations, ainsi qu'une liste de mesures conservatoires qu'il convient d'intégrer au présent arrêté afin de pouvoir justifier d'un niveau de sécurité considéré comme équivalent à celui qui serait atteint par le respect strict des prescriptions de l'AMPG du 29 mai 2000 sus-cité. ;

**Considérant** qu'en application de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant a transmis le 24/09/2024, face aux difficultés techniques identifiées en phase d'étude et partagées en réunion technique sur site en octobre 2023, une demande d'aménagement de l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 relatif à la création d'une séparation entre les zones emballage A2 et la zone de stockage A4 par une paroi REI120, par la création d'une zone tampon via la mise en place d'un mur séparatif entre les zones A2 et A4, dans l'objectif d'amélioration des conditions d'isolement entre ces deux zones ;

**Considérant** que la disposition sus-citée prévue à l'article 6.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 a été prescrite dans l'objectif d'améliorer les conditions d'isolement entre ces deux zones du bâtiment central pour en faciliter l'intervention en cas d'incendie au sein du bâtiment mais que cette disposition

constructive entre les zones A2 et A4 n'est pas prise en compte en hypothèses dans l'analyse des risques menée par l'exploitant dans l'étude de dangers actuelle du site ;

**Considérant** face aux contraintes techniques justifiées par l'exploitant pour la mise en place d'une paroi REI entre les zones A4 et A2, l'avis favorable du SDIS sur cette solution technique alternative de réalisation d'un mur séparatif des zones A2 et A4 ;

**Considérant** que les modifications figurant dans les porter à connaissance sus-visés et apportées à l'installation, ne modifient pas notablement les conditions de fonctionnement de l'établissement ;

**Considérant** que les évolutions du site présentées par l'exploitant dans le dossier de porter à connaissance susvisé ne sont pas de nature à entraîner des nuisances et impacts supplémentaires sur l'environnement par rapport à ceux déjà présents dans la demande d'autorisation initiale ;

**Considérant** que l'ensemble des modifications apportées à l'installation ne sont pas susceptibles d'induire de nouveaux dangers ou inconvénients significatifs pour le voisinage et l'environnement ;

**Considérant** que dès lors ces modifications ne constituent pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

**Considérant** néanmoins qu'il est nécessaire de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2022 susvisé pour tenir compte des évolutions envisagées permettant ainsi de limiter les incidences de l'installation sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, notamment sur la commodité du voisinage, sur la santé, la sécurité, la salubrité publique et sur la protection de la nature et de l'environnement ;

**Considérant** qu'il y a lieu de faire application de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Bénéficiaire**

La société SAS HYDRAPRO (SIRET 48994118700036), dont le siège social est situé ZI du piquet à ETRELLES (35370), est autorisée, sous réserve du respect des actes antérieurs et des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son usine de fabrication, conditionnement et stockage des produits chlorés pour le traitement de l'eau située sur le territoire de commune de LEDENON (30210), au lieu-dit Pazac.

### **Article 2 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées**

L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique ICPE	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
4440-1	Solides comburants catégories 1, 2 ou 3 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t	<i>cf détails en annexe confidentielle</i>	634 tonnes	A Seveso seuil haut
4510-1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t	<i>cf détails en annexe confidentielle</i>	798 tonnes	A Seveso seuil haut
2925-1	Accumulateurs (ateliers de charge de) Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Ateliers de charge d'accumulateurs	112 kW	D
1510	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Le volume de l'entrepôt étant : b) Supérieur ou égal à	Bat A: 4130*8 m <sup>3</sup> (dans le bâtiment A, n'est exclue que la zone de conditionnement A3) Bat B: 1250*8 m <sup>3</sup> Bat C: 700*8 m <sup>3</sup> Bat D: 2600 * 8 m <sup>3</sup> Bat E: 130 *8,5 m <sup>3</sup> Bat matière première : 300*4 m <sup>3</sup> Bat F: 1000*12,5 m <sup>3</sup>  soit un volume de l'entrepôt de 84 250 m <sup>3</sup> avec la présence d'emballages vides de matières plastiques stockés sur les zones suivantes :  - Bat A : volume maximal d'emballages vides stockées de 1500 m3)	84 250 m <sup>3</sup>	E



	50000m <sup>3</sup> mais inférieur à 900000 m <sup>3</sup>	- Hangar D2 : volume maximal d'emballages vides stockées inférieur à 1000m <sup>3</sup>		
--	--	---	--	--

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

### Article 3 – Consistance des installations

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Le site exploité comprend les bâtiments et infrastructures suivants représentant une surface couverte d'environ 10 500 m<sup>2</sup> avec notamment :

- un bâtiment principal abritant une zone A3 avec des installations de conditionnement, une zone A1 pour les étiqueteuses et des installations de conditionnement, une zone A2 de stockage d'emballages et produits de négoce, une zone A4 de stockage de produits finis (solides) et produits liquides basiques, une zone A5 de charge des engins de manutention
- un bâtiment B destiné au stockage de produits finis solides en attente d'expédition, auquel est accolée en partie extérieure nord une zone de charge
- un bâtiment C comprenant une zone de stockage de produits finis liquides en attente d'expédition, l'atelier des services techniques et le laboratoire
- un bâtiment D1 dédié à la fabrication de produits solides en poudres (mélange à froid) et au stockage de matières premières non chlorées
- un hangar D2 sous auvent utilisé pour le stockage de déchets d'activités (fûts vides souillés, produits non conformes, autres déchets) ou le stockage d'emballages plastiques en débord
- un bâtiment E dédié au stockage d'hypochlorite de calcium, stockage des palettes de produits en masse, sur 2 niveaux
- un bâtiment de stockage de matières premières divisé en 12 cellules
- un bâtiment F de stockage des produits finis dangereux pour l'environnement et/ou combustibles
- des quais de chargement/déchargement
- une unité de dilution des produits liquides constituée d'une zone de dépotage, stockage vrac et dilution des produits, un atelier de conditionnement, un stock d'emballages vides (volume maximal de 600 m<sup>3</sup>) et une unité de traitement de l'eau pour production de l'eau osmosée
- une bache incendie autoportée de 780 m<sup>3</sup> reliée à un poteau d'aspiration
- un bassin de confinement des eaux d'extinction incendie au sud
- un bassin de réserve au centre du site et un bassin d'orage au nord pour régulation des eaux.

### Article 4 – Disposition spécifique : zone de charge accolée au bâtiment B

La zone de charge accolée au bâtiment B respecte les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 29 mai 2000 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumis à déclaration sous la rubrique 2925 « accumulateurs » (ateliers de charge d'), sauf pour les articles 2.4.1 et 2.4.2 relatifs au comportement au feu et 2.6. relatif à la ventilation, pour lesquels un aménagement existe et des mesures conservatoires sont prises par l'exploitant en termes de risque incendie, explosion et effets domino, afin d'assurer un niveau de sécurité considéré comme équivalent à celui qui serait atteint par le respect strict des prescriptions de l'arrêté du 29 mai 2000.

La zone de charge est fermée sur 3 faces uniquement et présente les caractéristiques suivantes :

- \* paroi séparative entre le bâtiment B et la zone de charge maçonnée et dépassant la toiture de la zone de charge de plus de 1 mètre ;
- \* local distant de plus de 1 mètre des ouvertures des bâtiments A et B ;
- \* ventilation naturelle par sortie d'air en partie haute ;
- \* mise en place d'une zone ATEX autour de la batterie du chariot ;
- \* mise en œuvre d'une butée par chariot pour garantir le positionnement du chargeur hors zone ATEX.

## **Article 5 – Dispositions constructives bâtiment A**

L'alinéa relatif au « Bâtiment A » de l'article « 6.3.2 Dispositions constructives et comportement au feu » de l'arrêté préfectoral n°2022-52-DREAL du 6 octobre 2022 est remplacé par les dispositions suivantes :

« \* Au bâtiment A :

- dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la zone de stockage d'emballage A2 est séparée de la zone de stockage A4 par un mur séparatif permettant l'amélioration des conditions d'isolement entre ces deux zones, et présentant les caractéristiques suivantes :

- \* zone tampon entre la zone emballage A2 et le stockage zone A4 avec mise en place d'un mur simple ordinaire (MSO) de 8 m EI120 jusqu'en toiture
- \* limitation des quantités de combustible sur la zone tampon : capacité maximale de 24 palettes
- \* désenfumage 2 % dans la zone tampon
- \* poteaux métalliques de reprise du mur et de la charpente existante
- \* 3 portes coupe-feu : 1 vers le conditionnement et 2 vers le stock A4.

- les parois nord et est de séparation de l'atelier de fabrication A3 sont constituées d'un mur REI 120, la porte d'intercommunication est classée EI60 et munie d'un ferme porte ;

- l'atelier de charge des accumulateurs est séparé du bâtiment principal A et du stockage d'emballages A2 par des parois REI120 . La porte de communication est classée EI60 et munie d'un ferme porte. »

## **Article 6 – Sanctions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement.

## **Article 7 – Frais**

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 8 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Nîmes dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement par voie postale ou par l'application « Télérecours Citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de la notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

### **Article 9 – Publicité**

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du Code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État du département du Gard, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse :

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

### **Article 10 – Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, le maire de Lédénon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS HYDRAPRO.

Le Préfet

Pour le préfet,  
le secrétaire général

Yann GÉRARD

